



## Le Dossier de ce numéro :

▶ IMPACTS MACROECONOMIQUES DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES LIEES AU TABAC AU SENEGAL



Focus sur le Plan National d'Investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), un projet qui mobilise les experts du CRES

4

« Vivre avec l'eau » :  
un projet de lutte contre les inondations conduit par le CRES

5



Le CRES démontre son expertise en maîtrise  
d'ouvrage avec le projet « Vivre avec l'eau »

7

L'engagement communautaire :  
un gage de pérennité de la résilience aux inondations

7



Le CRES partage son expérience en matière de  
résilience aux changements climatiques

8

Lancement d'un projet de recherche sur la  
budgétisation sensible au genre

9



CRES et IPAR s'engagent dans un projet de recherche  
sur l'assainissement non connecté

10

Le CRES face aux défis posés par le futur  
des données numériques

11

Deuxième édition des « Grantees' Meeting »  
de la fondation Bill and Melinda Gates

12



Un institut de l'Université des Nations unies  
créé en Afrique, grâce au CRES

13

Conférence africaine sur le Franc CFA

14



Le CRES fête la Journée de la femme

15

Le CRES prend part à la Journée mondiale sans tabac

16

## LE DOSSIER DE CE NUMÉRO

17

IMPACTS MACROECONOMIQUES DES MALADIES NON  
TRANSMISSIBLES LIEES AU TABAC AU SENEGAL



Cette publication a été réalisée  
grâce à une subvention du Centre  
de Recherches pour le Développement  
international (CRDI) dans le cadre de  
l'Initiative Think Tank

Directeur de publication  
Pr Abdoulaye DIAGNE

Rédacteur en chef  
Boubacar DIAO

Coordonateur de la rédaction  
P.Cheikh S. Sakho DJIMBIRA

Assistant de rédaction  
Michel FAYE



## Focus sur le Plan National d'Investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), un projet qui mobilise les experts du CRES



Le Pr Diagne présentant sa communication

La Direction de la Prévision et des Statistiques Agricoles (DPSA), avec l'appui de son partenaire technique et financier, l'USAID, a organisé en 2018, deux ateliers dans le cadre du Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN). Le premier s'est déroulé du 10 au 12 janvier, et le second du 29 au 31 mai.

Ces rencontres avaient pour objectifs de renforcer et de promouvoir le partenariat et la responsabilité mutuelle dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, en vue de l'élaboration de son architecture institutionnelle.

Engagés dans la mise en œuvre de ce programme, des experts du CRES ont pris part à ces rencontres. Parmi eux, le Pr Abdoulaye Diagne qui a présenté une communication (photo) et assuré la fonction de facilitateur des débats.

### Qu'est ce que le PNIASAN ?

Le PNIASAN est une déclinaison opérationnelle du « Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique » (NEPAD) à travers son Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), des déclarations de Maputo de 2003 et de 2014, de l'Agenda 2030 des Nations Unies dénommé Objectifs de Développement Durable (ODD), et du Plan Sénégal émergent (PSE). Il couvre l'ensemble du secteur agro-sylvo-pastorale et halieutique du Sénégal, et son champ d'intervention intègre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'intéresse également aux investissements dans les autres secteurs du développement national, notamment ceux ayant une interaction forte avec le secteur agricole, comme le commerce, l'industrie, l'éducation et la formation professionnelle, l'énergie, les infrastructures, etc.

## « Vivre avec l'eau » : un projet de lutte contre les inondations conduit par le CRES



Depuis plusieurs années, la problématique des inondations au Sénégal demeure une question aiguë pour les gouvernements successifs qui ont peiné à y apporter des réponses efficaces. Les populations de la banlieue dakaroise sont les premières à souffrir de ce problème récurrent qui hélas, hante leur sommeil pendant la saison des pluies. Pour y faire face, de lourds investissements ont été réalisés par l'Etat. A côté de ces initiatives publiques, sont apparues d'autres très intéressantes, parmi lesquelles, le projet « Vivre avec l'eau » conduit par le CRES.





## Qu'est-ce que «Vivre avec l'eau » ?

**I**l s'agit d'une initiative de la coopération britannique visant à renforcer la résilience des populations aux inondations. Le projet fait partie du programme Building Resilience and Adaption to Climate Extremes and Disasters (BRACED), financé par le gouvernement britannique à travers ses services de coopération internationale (DFID).

En ont bénéficié, les populations vivant dans les 10 communes de la région de Dakar : Grand-Yoff, Yeumbeul Nord, Yeumbeul Sud, Malika, Mbao, Djidda Thiaroye Kao, Thiaroye Gare, Médina Gounass, Wakhinane Nimzatt et Rufisque-Ouest.

Le projet a consisté à préparer les populations de ces communes à mieux faire face aux inondations grâce à une approche innovante, inclusive et intégrée, qui repose sur la conception, l'aménagement et la gestion d'ouvrages multifonctionnels, dans le cadre d'une stratégie globale d'assainissement et de valorisation des eaux de pluie. Le projet est exécuté par le CRES et huit autres partenaires (REFDAF, TPH Suisse, Groupe Senghor, Université de Bernes, Nyel, EAWAG, BG Ingénieurs Conseil, Eve).

### *Centre de santé de Diamalaye (Yeumbeul Nord)*

*... Avant l'intervention du projet «Vivre avec l'eau»*



*...Après l'intervention du projet*



# Le CRES démontre son expertise en maîtrise d'ouvrage avec le projet « Vivre avec l'eau ».

**L**e CRES a conduit le projet en qualité de maître d'ouvrage en charge des aspects administratifs et financiers. Il a veillé à ce que toutes les activités retenues dans le cadre du projet soient mises en œuvre par les partenaires suivant une approche intégrée et complémentaire.

Il a supervisé et participé à la mise en place d'infrastructures intégrées qui tiennent compte des besoins spécifiques des quartiers ciblés. Dans chacun d'eux, deux analyses ont été faites, l'une topographique et l'autre géographique, et un processus de gestion participatif avec les bénéficiaires et les parties-prenantes du quartier ont permis de mettre sur

pied des infrastructures adaptées.

En plus d'avoir renforcé la résilience de 860 000 personnes vulnérables aux inondations grâce à une approche innovante, inclusive et communautaire, le projet «Vivre avec l'eau» leur a permis de retrouver un cadre de vie digne et agréable, et favorisé la création d'activités génératrices de revenus dont ont bénéficié une centaine d'hommes et de femmes.



Un notable appréciant son nouveau cadre de vie

## L'engagement communautaire : un gage de pérennité de la résilience aux inondations

**P**our conduire ce projet, le CRES a fait le pari de mettre les populations au cœur du projet, en les responsabilisant et en renforçant leurs capacités dans la gestion des ouvrages, l'agriculture urbaine, la fabrication d'éco-briques (bouteilles remplies de déchets servant à la construction d'édifices communautaires), la gestion des déchets, les enjeux environnementaux, etc.

Durant les deux phases du projet, 139 séances de formation ont été effectuées, à travers les 10 communes cibles, afin de favoriser l'appropriation et la pérennisation des réalisations du projet.

Ainsi, en plus de la construction d'infrastructures, le projet « Vivre avec l'eau » a apporté une touche originale, en agissant sur les causes des inondations, puis en renforçant les capacités d'anticipation, d'organisation et de mobilisation des populations, en partenariat avec les autorités locales.



La fabrication d'éco-briques



## Le CRES partage son expérience en matière de résilience aux changements climatiques



Le CRES a organisé, en partenariat avec ENDA, un forum sur le thème : « la résilience aux changements climatiques au Sénégal : leçons apprises de projets BRACED et perspectives ».

L'objectif de cette rencontre qui s'est tenue en mars 2018 à Dakar, était de susciter, à partir des approches et résultats de projets BRACED, l'échange et l'apprentissage entre les parties prenantes impliquées dans la problématique de la résilience aux changements climatiques au Sénégal.

Pour atteindre son objectif qui est de renforcer la résilience de cinq millions de personnes en trois ans, BRACED met en avant une approche assez particulière permettant une interaction entre les 15 projets, à travers le Gestionnaire des Connaissances (GC) qui est un consortium de sept organisations. Il joue un rôle transversal entre ces projets, grâce à un travail effectué dans le suivi-évaluation, la recherche, l'apprentissage, l'appropriation et la communication.

## Lancement d'un projet de recherche sur la budgétisation sensible au genre



Le CRES s'est engagé dans une recherche-action visant à apporter sa contribution à l'intégration du genre dans les politiques budgétaires, notamment, dans le processus de formulation de la loi de finances. Cette option qui s'inscrit en droite ligne des objectifs du Plan Sénégal Emergent (PSE) repose sur l'idée que la promotion d'une croissance économique durable ne saurait se réaliser sans la prise en compte, par les budgets, de l'égalité et l'équité de genre qui constituent le socle de la cohésion nationale. C'est ce qui justifie les actions entreprises au Sénégal ces dernières décennies en vue d'accumuler suffisamment de connaissances en matière de budgétisation sensible au genre (BSG).

Dans la logique des actions ainsi menées, le CRES se fixe comme objectif de déterminer un cadre de systématisation des acquis en BSG en vue d'une intégration réussie de la dimension genre dans les politiques budgétaires. Afin de procéder à ce cadrage, un atelier de capitalisation a été organisé le 8 mai 2018 à Dakar. Cette rencontre est conçue comme une plateforme d'échanges et de partage entre techniciens des administrations et acteurs de développement sur les expériences et réalisations des institutions nationales en matière de BSG. L'état des lieux qui sera ainsi fait, devrait permettre au CRES d'esquisser les contours d'un cadre de systématisation des interventions en matière de planification et d'intégration du genre dans les politiques budgétaires.



## CRES et IPAR s'engagent dans un projet de recherche sur l'assainissement non connecté



l'équipe d'experts du CRES et de l'IPAR sur le terrain

L'assemblée générale des Nations Unies reconnaît que « le droit à l'assainissement doit permettre à tous les êtres humains, sans discrimination, d'avoir un accès physique et abordable à un assainissement, qui soit sûr, hygiénique, culturellement et socialement acceptable, et qui assure l'intimité et la dignité. »

Or, le constat est que nombre de pays d'Afrique, en particulier d'Afrique de l'Ouest, souffrent d'un besoin criant d'accès à l'assainissement, notamment, à travers des infrastructures sanitaires adéquats. Ce déficit infrastructurel augmente considérablement les risques d'exposition des populations à des organismes pathogènes dangereux, tout en accentuant la pollution environnementale ; le contenu des fosses étant souvent rejeté dans les quartiers, entraînant des odeurs nauséabondes et exposant les populations à l'insalubrité.

Pour contribuer à la mise en place d'un système performant d'assainissement répondant à ces exigences, le CRES et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) sont engagés dans un projet de recherche sur l'assainissement non connecté. Une équipe d'experts de ces deux institutions a effectué une visite de site aux stations de traitement des boues de vidange (STBV) de Pikine et de Tivaouane Peul-Niague, au bassin de rétention de Pikine nord, à la Mutuelle d'Épargne et de Crédit Jappoo Suxxali Rewmi (MEC/JSR) et dans deux ménages de Djida Thiaroye Kao.

## Le CRES face aux défis posés par le futur des données numériques

La question des données est devenue cruciale, eu égard aux enjeux sécuritaires, économiques, de souveraineté, de protection des droits individuels, de respect de la vie privée, de propriété, etc. Les experts du CRES qui s'intéressent à cette question ont participé à un atelier organisé en juin 2018 sur le futur des données numériques. C'était en partenariat avec Future Agenda et Facebook Afrique.

Pour trouver des solutions efficaces et pérennes face aux défis que pose le futur des données, les experts présents

ont quasi unanimement pointé la nécessité de dépasser l'écueil du paradigme conflictuel. Bien entendu, certaines thématiques comme la protection de la vie privée ou encore la répartition inégale des profits générés par les données, peuvent être très clivantes. Toutefois, les débats ont montré qu'il est possible de trouver de forts consensus sur les questions majeures, en particulier dans un contexte Africain.

Parmi ces questions majeures figurent celles liées à l'éthique. Il est ressorti qu'une réflexion sous-régionale, par exemple dans le cadre

de la CEDEAO, voire de l'Union Africaine, pourrait être menée pour harmoniser les positions. Cette approche sous régionale pourrait également prendre en charge des questions comme la propriété, la souveraineté, ou encore la cybersécurité, en particulier dans un contexte international marqué par différentes formes de violences vis-à-vis des personnes, des entreprises, des pays, etc. Le professeur Abdoulaye Sakho a insisté sur l'urgence de mettre en place cette approche sous régionale, rappelant que certaines parties du monde l'ont déjà adoptée, notamment, l'Union européenne.



Le Pr Sakho, en face



## Deuxième édition des « Grantees' Meeting » de la fondation Bill and Melinda Gates



Photo de groupe de participants

Le CRES (sub-grantee) et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) (grantee principal) ont participé à la deuxième édition de la journée d'étude qui regroupe les différentes organisations bénéficiaires des financements de la fondation Bill and Melinda Gates. Cette rencontre qui s'est tenue le 29 juin 2018 à Dakar, était organisée en partenariat avec Africa Consulting and Trading (ACT).

La fondation finance beaucoup de projets au Sénégal, pour une enveloppe annuelle de 53 millions

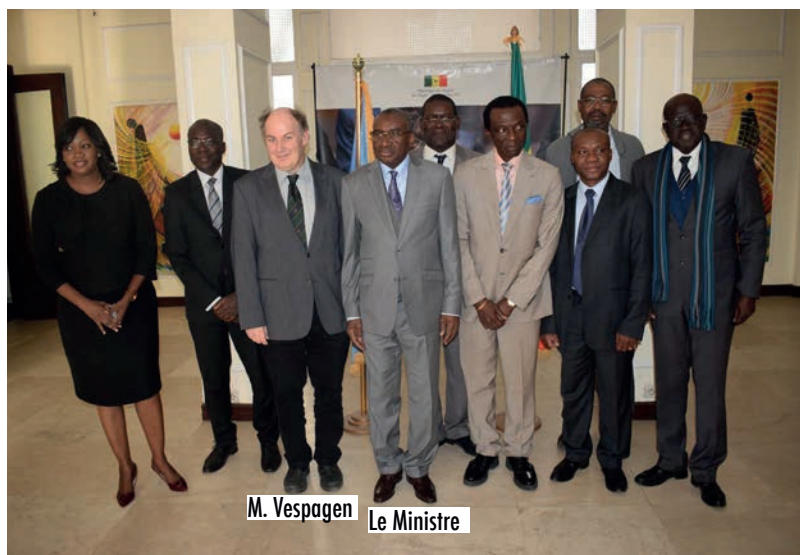
de dollars, dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, la santé, l'assainissement, le genre, le planning familial, etc. L'objectif de la rencontre était de permettre aux organisations bénéficiaires, issues de secteurs divers, mais ayant des objectifs de développement complémentaires, de bénéficier d'un cadre d'échanges sur leurs expériences et de réfléchir sur une future plateforme de collaboration.

En effet, il est devenu aujourd'hui évident que les questions de développement sont transversales et nécessitent des approches

concertées, multisectorielles et inclusives. Par exemple, la réflexion sur les questions de santé, ne saurait faire l'économie d'une approche qui prenne en charge les problématiques liées à l'éducation, à l'innovation technologique, à l'assainissement, au plaidoyer, etc. Or, pendant trop longtemps, ces questions ont été traitées séparément, engendrant des effets négatifs sur les résultats. Aussi, une des préoccupations de la fondation est de permettre aux différentes organisations d'harmoniser les défis et les enjeux, de sorte à atteindre de meilleurs résultats au Sénégal.

# Un institut de l'Université des Nations unies créé en Afrique, grâce au CRES

L'accord qui consacre la création d'un institut de l'Université des Nations unies à Dakar - le second du genre en Afrique après la Ghana - a été signé le mercredi 7 février 2018 entre le ministre des Affaires étrangères du Sénégal, Me Sidiki Kaba (au centre), et M. Barth Vespagen (à gauche) directeur de l'Université des Nations Unies.



Cet institut est le fruit d'un partenariat de près de 10 ans entre le CRES et l'Institut des Nations Unies de Maastricht (UNU-MERIT). Cette signature est le couronnement d'un long processus porté par le CRES, en rapport avec les autorités de l'Université des Nations Unies (UNU) et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Sénégal, M. Mary Teuw Niane.

Le communiqué du Ministère des Affaires étrangères a fort justement rappelé le rôle déterminant joué par le CRES dans la création de cet institut : « ... la pertinence du dossier déposé par le CRES et son endurance malgré les changements de gouvernement, à ne jamais lâcher malgré les changements au poste de ministre des Affaires étrangères, a finalement payé ».

# Conférence africaine sur le Franc CFA



Le Centre de recherche sur les politiques (CREPOL) et le CRES ont décidé de se saisir du débat autour du Franc CFA, en organisant une conférence qui réunit les meilleurs spécialistes de la question. La rencontre vise à apporter des éclairages objectifs sur les performances économiques des pays de la zone franc au cours des 10 dernières années, les avantages et inconvénients du dispositif institutionnel et opérationnel du franc CFA, ainsi que les éventuelles alternatives à cette monnaie commune.

L'objectif de la conférence est de susciter un débat technique sur le Franc CFA à partir des recherches et analyses des économistes de la région, afin d'alimenter les réflexions des décideurs publics et des autres acteurs concernés (secteur privé, société civile, etc.) en vue de l'adoption d'une position africaine sur le Franc CFA.

Les principaux thèmes retenus sont :

1. Où en est le Franc CFA (son évaluation économique) ? Le monde a changé depuis 72 ans, et le Franc CFA ?
2. Avantages et inconvénients du dispositif institutionnel et opérationnel du Franc CFA
3. Quelles alternatives au Franc CFA ?



## Le CRES fête la Journée de la femme



Photo de groupe des femmes du CRES

Le jeudi 8 mars 2018, le CRES a célébré la Journée de la femme. C'était en présence des chercheurs, du personnel administratif et technique, et des doctorants. Dans le discours qu'elle a prononcé en sa qualité de porte-parole des femmes, Mme Sokhna Thiam a magnifié cette tradition et a réaffirmé l'engagement des femmes aux côtés de leurs collègues hommes, à faire du CRES une institution forte et performante. Madame Thiam a rappelé les efforts consentis par l'institution à l'endroit de son personnel féminin, notamment, l'accroissement de celui-ci, mais également la prise en compte des questions liées au genre, dans les thématiques de recherche du CRES.

## Le CRES prend part à la Journée mondiale sans tabac



Le tabagisme est la plus grande épidémie, loin devant le SIDA et le paludisme. D'après l'OMS, ce fléau tue chaque année plus de six millions de personnes, dont la majorité dans les pays à faibles revenus. Le CRES a rapidement saisi l'ampleur des conséquences sanitaires, économiques et sociales qui risquent d'entraver le développement des pays d'Afrique de l'Ouest, si rien n'est fait pour endiguer la consommation du tabac dans cette région. Il était d'autant plus urgent d'agir que l'Afrique constitue un des nouveaux eldorados de l'industrie du tabac. L'idée est confortée par les résultats de l'Analyse situationnelle du tabagisme en Afrique (ASTA) effectuée dans 12 pays africains en 2009/2010 : l'absence d'informations nationales sur la taxation

du tabac, d'un état des lieux sur la fiscalité des produits du tabac en Afrique, le manque de synergie entre la recherche, le plaidoyer pour influencer la prise de décisions législatives et politiques dans la lutte antitabac, etc. Toutes ces considérations ont amené le CRES à s'engager dans la lutte antitabac en Afrique de l'Ouest, avec un projet de recherche-action visant à contribuer à l'amélioration des politiques publiques relatives au tabac. D'où sa participation, chaque année, à la célébration de la Journée mondiale sans tabac.

## Le travail du CRES dans la lutte contre le tabac, donné en exemple en Afrique du Sud, lors de la journée internationale contre le Tabac





# DOSSIER

**IMPACTS MACROECONOMIQUES DES MALADIES NON  
TRANSMISSIBLES LIEES AU TABAC AU SENEGAL**





PROJET DE RECHERCHE SUR LA TAXATION DU TABAC  
EN AFRIQUE DE L'OUEST « DES SOLUTIONS FISCALES  
POUR UNE REDUCTION OPTIMALE DU TABAGISME EN  
AFRIQUE DE L'OUEST »



## IMPACTS MACROECONOMIQUES DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES LIEES AU TABAC AU SENEGAL

Papa Yona MANE  
Abdoulaye DIAGNE  
Yao Tibault KPEGLI

### INTRODUCTION

*Les maladies non transmissibles (MNT), pour lesquelles le tabac constitue l'un des principaux facteurs de risque, sont la première cause de décès dans le monde. Elles ont contribué à 68 % des 56 millions de décès en 2012. Ces décès sont beaucoup plus concentrés dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Au Sénégal, les statistiques sanitaires montrent que la proportion de décès dus à ces maladies connaît une progression relativement élevée. De 28 % en 2000, cette proportion est passée à 47 % en 2015. Ce faisant, huit des 10 premières causes de mortalités dans les hôpitaux leurs sont imputées. Au delà de la souffrance qu'elles provoquent, ces maladies engendrent des pertes économiques importantes. Les évaluations généralement faites de ces pertes se limitent à la détermination des coûts annuels occasionnés par les MNT. Cependant, si cette évaluation n'est pas complétée par celle prenant en compte les opportunités en termes de production économique que ces pertes n'ont pas permis de réaliser, toute l'étendue de l'impact du tabagisme sur l'économie ne serait pas réellement connu. Le CRES a complété l'évaluation annuelle qu'il a faite sur les coûts des maladies liées au tabac par une recherche mesurant les pertes économiques dans le long terme. La présente note de politique présente les principaux résultats obtenus et leurs implications.*

### MÉTHODOLOGIE

L'impact macroéconomique des MTN liées au tabac a été mesuré par la différence entre le Produit Intérieur Brut (PIB) en l'absence de ces maladies et le PIB en leur présence. Un modèle de croissance économique, qui modifie le modèle standard développé par Solow (1956) par la prise en compte de certains facteurs a été utilisé. L'analyse est faite en supposant que les MTN liées au tabac influencent le PIB à travers quatre canaux principaux. (i) Elles rendent moins productives les personnes malades, (ii)

réduisent l'offre de travail à travers les décès prématurés, (iii) réduisent l'épargne intérieure pour l'investissement en capital physique et (iv) influencent les flux nets de capitaux à travers la productivité nette du capital physique. Dans le scénario d'absence de maladies, tous les facteurs relatifs à la morbidité et la mortalité occasionnées par la maladie sont ignorés. Des simulations sont par la suite effectuées sur les pertes dans la période 2015 – 2035. Les maladies prises en compte sont les accidents vasculaires

cérébraux (AVC), les cardiopathies ischémiques, les Broncho pneumopathies chroniques obstructives (BPCO), le cancer du poumon, les cancers du larynx et les cancers des cavités buccales. La principale source de données est l'enquête menée par le CRES en 2017 sur les coûts des maladies liées au tabac auprès de 2001 patients et leurs accompagnants dans 14 hôpitaux publics représentatifs de la carte hospitalière du Sénégal.



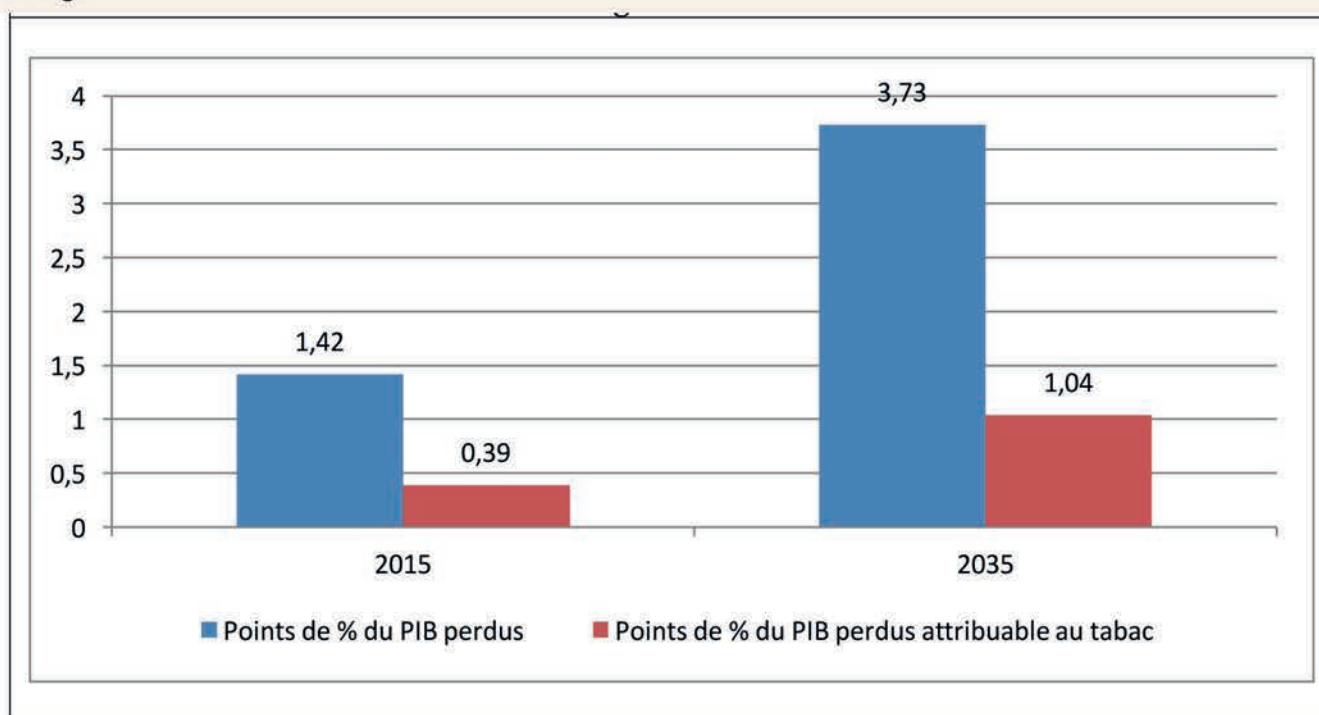
## RESULTATS

### *Des pertes très élevées sur le PIB dans la période 2015-2035*

Si les pertes sont évaluées en termes de points de PIB perdus, on constate que les six maladies prises en compte dans cette recherche empêchent l'économie du Sénégal de réaliser 1,42 point de PIB en 2015. En considérant le pourcentage de ces maladies imputables au tabac, on constate que la consommation de ce produit fait perdre à l'économie 0,39 point de PIB durant cette même année. Sur le long terme, ces

six groupes de maladies feront perdre à l'économie sénégalaise quatre points de PIB en 2035. La perte de PIB revenant à la consommation des produits du tabac sera alors de 1,04 point. Les résultats non rapportés dans le graphique ci-dessous montrent que la perte de 1,42 points de PIB de 2015 équivaut à 246 millions de \$ US, soit 135 milliards de FCFA.

Graphique : Pertes de points de PIB dues aux maladies non transmissibles liées au tabac en 2015 et 2035 dans l'économie du Sénégal



### *Un taux d'épargne plus important sans les maladies liées au tabac*

Si on s'intéresse aux canaux par lesquels les maladies liées au tabac impactent le PIB, on remarque avec le graphique ci-dessus que le taux d'épargne est plus important lorsque les maladies sont éradiquées dans l'économie. En effet, en 2015, l'économie du Sénégal a un taux d'épargne de 10% alors qu'il aurait été de 10,09 % si les six groupes de maladies n'y

existaient pas. Pour l'année 2035, la perte de taux d'épargne est plus petite qu'en 2015 avec 10,06%. Les augmentations du taux d'épargne lorsque les maladies sont éradiquées sont expliquées par le fait que les ressources consacrées aux traitements seront disponibles dans l'économie.

## ***Des capitaux qui affluent plus dans l'économie lorsque les maladies liées au tabac sont éradiquées***

Les capitaux qui affluent dans l'économie connaissent aussi une variation entre la situation de l'économie sans maladies et celle avec MTN. On peut remarquer qu'en 2015, dans la situation où les six groupes de maladies sont présents dans l'économie, 15% des capitaux utilisés au Sénégal viennent d'un apport extérieur. Mais si les maladies considérées étaient éradiquées, ces flux seraient de 15,42%. Cette

différence d'afflux de capitaux est moins importante pour l'année 2035. Les différences d'apports nets de capitaux sont expliquées par la différence de productivité au travail entre les deux situations. Lorsqu'il y a présence de MTN, les capitaux affluent moins dans l'économie parce que la productivité qui les rémunère est réduite par la morbidité.

**Tableau 1 : Epargne et apport net de capitaux en présence et en l'absence de maladies liées au tabac au Sénégal en 2015 et en 2035**

Année	Déterminants du PIB	Présence des six groupes de maladies non transmissibles	Absence des six groupes de maladies non transmissibles
2015	Taux d'épargne	10 %	10,09%
	Apport net de capitaux	15%	15,4%
2035	Taux d'épargne	10%	10,06%
	Apport net de capitaux	15%	15,3%

## **PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS**

### ***Principaux enseignements***

Trois principaux enseignements méritent d'être retenus.

- 1) L'économie sénégalaise subit d'importance pertes en termes de points de PIB du fait de la présence des MTN liées au tabac.
- 2) Les ressources financières consacrées aux traitements de ces maladies liées au tabac évincent l'investissement par la réduction de l'épargne intérieure.
- 3) Les flux nets de capitaux sont réduits par la baisse de productivité du fait de la morbidité liée aux maladies. L'investissement est donc évincé une seconde fois.



### **Recommandations**

Les résultats de cette recherche et les principaux enseignements qui en découlent montrent l'urgence de prendre des mesures efficaces de réduction de la consommation des produits du tabac pour diminuer la prévalence des maladies qui lui sont liées. Aussi, l'Etat du Sénégal doit :

- 1) Utiliser la fiscalité qui est considérée comme le moyen le plus efficace pour réduire cette consommation, en augmentant les taxes sur les produits du tabac pour les rendre moins accessibles à la population.
- 2) Veiller au respect des mesures non fiscales particulièrement l'interdiction de fumer dans les espaces publics et l'interdiction de la publicité et la promotion des produits du tabac.

Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) a subventionné le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES) pour la seconde phase de son programme de recherche sur la fiscalité des produits du tabac. L'un des axes du projet avait pour objectif d'évaluer les coûts des maladies liées au tabac au Sénégal.

CRES, Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji  
Lots 1 et 2 Pyrotechnie - Dakar Sénégal CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina  
Tél : (221) 33 864 77 57 - (221) 33 864 73 98 - Fax : (221) 33 864 77 58  
Email : [cres@cres-sn.org](mailto:cres@cres-sn.org) - Information : [contact@cres-sn.org](mailto:contact@cres-sn.org)  
Site web : [www.cres-sn.org](http://www.cres-sn.org)



CRES, Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji  
Lots 1 et 2 Pyrotechnie - Dakar Sénégal CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina  
Tél : (221) 33 864 77 57 - Fax : (221) 33 864 77 58  
Email : [cres@cres-sn.org](mailto:cres@cres-sn.org) - Information : [contact@cres-sn.org](mailto:contact@cres-sn.org)  
Site web : [www.cres-sn.org](http://www.cres-sn.org)